



REFORME DES LYCEES : LE GOUVERNEMENT VEUT NOUS FAIRE PAYER LA CRISE !

NPA

**JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE**

Avant les vacances, Sarkozy a fait un petit tour de passe-passe. Il a changé le ministre de l'Éducation. Darcos, qui a supprimé plus de 40 000 postes devient ministre... Du travail ! Et c'est le porte-parole du

gouvernement, Luc Chatel, qui le remplace. Darcos avait été grillé par deux mouvements de grève des lycéens contre sa politique et sa gueule. Sarko croit que c'est juste en mettant un nouveau visage au ministère qu'il va réussir à imposer son objectif, la réforme de la seconde en 2010 !

La logique du gouvernement : moins de services publics et plus de travailleurs précaires

Partout en Europe, les gouvernements privatisent les services publics ou réduisent leurs budgets (santé, transport, services postaux, Éducation...). Les patrons essayent de réduire les salaires, ils licencient sous prétexte que c'est la crise et ils veulent faire accepter n'importe quelles conditions de travail et de salaire à ceux qui ont un boulot.

Ils veulent que l'Éducation coûte le moins possible et qu'elle donne accès à des diplômes moins bons, pour que les futurs salariés n'aient pas de qualification leur permettant d'exiger des conditions de travail correctes. Le gouvernement a besoin que seule une minorité fasse de longues études et ait des diplômes de qualité. Alors Sarko fait des cadeaux à ses amis (moins d'impôts pour les plus riches, soit une perte de revenus pour l'État de 28 milliards

d'euros ; milliards lâchés aux banques, aux entreprises qui licencient quand même...) et il nous explique qu'il faut se serrer la ceinture et baisser les dépenses de l'État !

La riposte s'impose !

Chaque année, nous avons résisté aux « réformes », qui sont en fait des reculs pour l'Éducation et nos conditions de vie : en 2005 contre la loi Fillon sur l'Éducation (qui instaurait un « socle minimal de connaissances »), en 2006 contre le « Contrat Première Embauche » (un contrat précaires pour les moins de 26 ans), en 2007 contre la loi « Liberté et responsabilités des universités » (qui instaure la concurrence entre les facs) et la réforme du bac pro (qui passe de 4 ans à 3 ans), en 2008 contre les 80 000 suppressions de postes et la réforme Darcos du lycée... L'année dernière, suite aux manifs lycéennes, elle a été reportée. C'est pour ça que cette année, la réforme et les suppressions de postes s'accompagnent d'une campagne anti-jeunes : la mise en place de portiques à l'entrée des lycées et de brigades de flics pour nous empêcher d'ouvrir nos gueules. Le « dialogue avec les lycéens », c'était de la blague. Maintenant ils passent aux choses sérieuses !

Nous ne voulons pas payer la crise du système. Nous refusons cette logique qui met les lycéens en concurrence et nous annonce un avenir pourri, alors que ceux qui nous ont plongé dans une crise catastrophique sont unis ! Maintenant, on veut nous empêcher de lutter ? Alors tous en grève !

www.npa2009.org // contact-jeunes@npa2009.org

QUELQUES ASPECTS DE LA REFORME

Une orientation très contraignante

En juin sont sortis le rapport Apparu (député UMP) et le rapport Descoings (directeur de Science-Po), deux amis de Sarko, qui veulent l'aider à avancer sur sa réforme. Sous prétexte de lutter contre l'échec scolaire et universitaire, ils préconisent plus d'« orientation », en fait de sélection.

Apparu veut refonder les cycles scolaires. Le premier cycle irait de la primaire au collège, il concernerait « 100% d'une classe d'âge ». On apprendrait le « socle commun de connaissances et de compétences » (lire, écrire, compter, cliquer, parler un anglais de communication).

La classe de seconde serait un sas vers le « cycle terminal », qui irait de la classe de première à la troisième année de licence. Le bac n'aurait plus qu'une valeur symbolique. Il ne donnerait plus accès à toutes les études supérieures. Selon sa filière, on aurait un parcours très défini : prépa et université pour les bac généraux, BTS et IUT pour les bac techno. Ce cycle concernerait 50% d'une classe d'âge. Ce seraient donc la moitié des jeunes qui atteindraient bac + 2 ou + 3... Sauf que dans de plus en plus de cas (recrutement des enseignants par exemple), c'est un bac + 5 qui est exigé ! Sur la poursuite des études, Chatel n'a pas l'air de préconiser plus d'ouverture. Seuls 4% des étudiants atteignent ce niveau.

Au « cycle terminal », les lycéens pourraient préférer un « cycle professionnel », inauguré avec la réforme du bac pro (passé de quatre à trois ans, avec la suppression de la majorité des BEP). L'objectif est qu'il concerne 25% d'une classe d'âge, avec des diplômes moins qualifiants et plus directement adaptés aux besoins d'une seule entreprise et d'un seul poste, histoire de bien nous enfermer. Et si on se fait licencier par la boîte pour laquelle on a été formé, on se retrouve à poil, sans diplôme, sur le marché du travail...

Des diplômes individuels contre les droits collectifs

La professionnalisation ne concerne pas que le cycle pro. Chatel veut « adapter la formation » aux besoins géographiques. En parallèle du cursus scolaire, seront mis en place « des parcours découverte des métiers et formation ». Adapter les formations aux besoins des entreprises, c'est donner des diplômes adaptés uniquement aux besoins d'une boîte et différents d'un endroit et d'un lycée à l'autre. Le rapport Descoings préconise des parcours individualisés. Selon son niveau, son projet et les besoins du bassin d'emploi local, un lycée choisira des modules, des options, des approfondissements qui modifieront la qualité de son bac. Je ne pourrai plus dire que j'ai « le » bac, mais que j'ai « un » bac. Et je devrai décrire son contenu. Devant un employeur ou à mon entrée à la fac, je serai en concurrence avec les autres diplômés.

Les licenciements et le chômage sont dûs à la volonté des patrons de faire des profits, pas au manque d'adaptation des travailleurs aux besoins de l'entreprise ! Ces réformes ne nous protégeraient pas du chômage... Par contre, elle feraient de nous des précaires à vie.



SUPPRIMONS L'UMP, PAS LES POSTES !

2008 : 11 700 postes de profs supprimés ; 2009 : 13 500 ; 2010 : 16 000... En tout c'est 85 000 postes qui vont être supprimés entre 2008 et 2012, alors que déjà près de 80 000 l'ont été ces cinq dernières années.

On nous « vend » les suppressions au nom de la baisse du nombre d'élèves... Pourtant, il y a une augmentation du nombre d'élèves par classes... Et donc des conditions d'étude plus difficile, des suppressions d'options et de filières, le renforcement des inégalités entre les lycées...

L'année prochaine, ce sont 16 000 postes qui vont disparaître : 2000 postes administratifs (ceux qui galèrent dans les secrétariats apprécieront !) et 14 000 postes d'enseignants-stagiaires. D'une pierre deux coups : on supprime des postes, et on arrête de former les futurs profs. Le concours de recrutement de l'Éducation devient plus difficilement accessible : il faut étudier plus

PORTIQUE DE SECURITE, FLICS A L'ENTREE DES LYCEES... NON AUX LYCEES-PRISONS !

Les flics en manifs ou les heures de colles pour avoir bloqué son bahut, tout ça c'est dépassé... Sarko a trouvé mieux : des portiques de sécurité à l'entrée de nos lycées, la fouille des élèves par le proviseur, le développement de la vidéo-surveillance, des équipes mobiles de 30 à 50 flics qui tourneront de lycées en lycées...

Ils veulent étouffer toute révolte par la présence policière et la restriction de nos libertés. Qui nous dit que les flics qui seront présents n'en profiteront pas pour empêcher la tenue de réunions, de grèves... Que fera un proviseur de nos tracts quand il fouillera nos sacs ?

Nous devons créer un rapport de force avec l'administration et le gouvernement dans chaque ville, dans chaque lycée et nous organiser.



longtemps... Pour être moins sûr de trouver un boulot et ne pas y être formé !

L'année dernière, les étudiants se sont mobilisés contre cette « réforme » du concours. Elle nous concerne aussi : cette année, nous devons essayer de nous battre côte-à-côte contre la politique du gouvernement ! Ce n'est pas à nous de payer la crise !

Les voyous c'est eux !

Sarko dit que ces mesures servent à lutter contre « la délinquance » et « l'insécurité », comme si planter des flics devant un bahut dit « sensible » calmera la situation... Il profite de quelques faits divers pour faire oublier les vrais problèmes de la société ! Les vrais voyous, ce sont ceux qui suppriment des milliers de postes, qui sont responsables de la dégradation des conditions d'études, qui suppriment les BEP en laissant des milliers de jeunes sur le carreau, qui laissent le chômage augmenter et le pouvoir d'achat s'écrouler...

Il faut refuser ces lois sécuritaires et sanctionner les voyous du gouvernement par une mobilisation massive !

Ce système de nous offre aucun avenir.. **Organisons-nous pour renverser le capitalisme !**

Toutes ces attaques n'arrivent pas par hasard. Elles découlent de la volonté du patronat de démanteler un à un nos acquis sociaux pour faire baisser le coût du travail pour toujours faire plus de profits. Il s'agit d'un projet cohérent dans lequel par exemple le passage à bac + 5 des concours s'articule parfaitement avec la future réforme du lycée. L'objectif étant de faire de nous des précaires toute notre vie, chacun à notre place, sous-payés et avec des conditions de travail de merde ! C'est ça l'avenir que nous réserve le capitalisme. Et la crise qui le traverse aujourd'hui ne vient que confirmer un peu plus ce diagnostic. Mais elle vient aussi révéler autre chose : c'est que ce système marche sur la tête. Les Etats aux services des capitalistes ont été prêt à déboursier des milliards pour sauver les banques et le système alors qu'il n'y avait plus de sous pour augmenter les salaires. Et aujourd'hui l'objectif des patrons est simple : ils veulent nous faire payer leur crise. Car pour trouver une solution à la crise, ils ont besoin de remodeler en profondeur le système. Réorganisation de la production, guerres... tout les moyens seront bon et la note sera payé par les jeunes et les travailleurs.



sont organisés pour mener leurs attaques et chercher à nous faire payer la crise. Nous ne pouvons nous payer le luxe de ne chercher à agir ensemble qu'au moment des explosions sociales. Nous ne pouvons pas nous contenter de réagir au coup par coup à chaque nouvelle attaque. Nous avons besoin d'un projet cohérent pour les stopper et renverser le système.

Pour nous, c'est cela s'organiser et militer. C'est chercher à agir ensemble de manière coordonnée pour défendre une orientation qui permette aux luttes de gagner et qui porte la perspective d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme. C'est parce que nous pensons que les luttes d'aujourd'hui et la société que nous voulons construire demain ne sont pas deux idées différentes séparées par des années lumières que nous avons besoin de plus de militants qui au quotidien cherchent à prendre des initiatives pour construire les mobilisations dont nous avons besoin pour résister à la politique de Sarkozy. La société que nous voulons construire, débarrassée de toute forme d'oppressions et d'exploitations, sera issu des luttes d'aujourd'hui.

Pour mener à bien ce projet, la classe dirigeante est parfaitement organisé. Elle s'organise même à l'échelle internationale avec le FMI ou la Banque Mondiale.

De notre côté, nous ne pouvons nous contenter de résister ou de militer chacun dans notre coin. Aujourd'hui, nous sommes des milliers à nous mobiliser chaque années, sur nos lycées, nos facs ou sur nos lieux de travail. Mais très peu font le choix de s'organiser collectivement au quotidien. Les patrons eux n'ont pas fait ce choix là ! Le MEDEF et leurs institutions n'existent pas qu'au moment des luttes que nous menons ! C'est en permanence qu'ils

Dans la situation actuelle, des affrontements importants entre les jeunes et les travailleurs d'un côté et la classe dirigeante de l'autre se préparent. Les patrons ne lâcheront rien et iront jusqu'au bout pour nous faire payer la crise. Isolés, sans perspectives d'ensemble, nous ne pourrons être suffisamment fort pour inverser le rapport de force et mettre un coup d'arrêt à la politique de Sarkozy et du patronat. Nous avons besoin d'un outil qui soit une véritable force de frappe dans la jeunesse pour construire et organiser les résistances. S'organiser au NPA est le meilleur moyen pour agir consciemment et collectivement dans ce sens.

Pour prendre contact:

Par mail contact-jeunes@npa2009.org ou envoyez vos coordonnées à NPA Jeunes, 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

Prénom :

Adresse :

Tel :

Mail :